

La politique belge d'après

Les derniers sondages sont inquiétants. Il nous faut à la fois restaurer le débat et y intéresser ceux qui s'en sont détournés. Sinon les populistes l'emportent, à grand coup de slogans faciles et de publicités Facebook.

On dit souvent qu'un sondage n'est qu'un sondage, qu'il n'est qu'une photographie, assez floue, de l'état de l'opinion et qu'il n'est aucunement prédictif de la prochaine élection.

Néanmoins, lorsque deux sondages (1) donnent coup sur coup quasiment les mêmes résultats au pour cent près, il y a lieu de s'y attarder. Les résultats en question, aussi frappants qu'inquiétants, concernent la seule Flandre. Mais c'est sans aucun doute là que se jouera en grande partie la prochaine élection.

En effet, le Vlaams Belang est toujours de loin le premier parti en intention de vote (25-26%) suivi de la N-VA (22%). Derrière les deux partis nationalistes, les autres formations flamandes sont loin: le troisième, Vooruit, ne recueille que 12% des intentions de vote. L'OpenVLD (11%) et, plus encore, le CD&V (10%) sont à un plancher historique.

Pour les partis flamands de la Vivaldi, ces sondages sont un revers cinglant. À première vue, on peut difficilement attribuer cette contre-performance à autre chose qu'à la gestion de la crise Covid. En effet, que s'est-il passé d'autre depuis l'entrée en fonction du gouvernement De Croo en octobre dernier? Mais les mêmes enquêtes indiquent que les sondés ont plutôt une bonne opinion du gouvernement fédéral et de sa gestion de la crise.

Le paradoxe De Croo

Nous sommes bien en plein paradoxe. Alexander De Croo est l'homme politique flamand le plus populaire, mais alors que 6 Flamands sur 10 ont une opinion positive du Premier ministre, seul un peu plus d'un sur 10 est prêt à voter pour son parti. Pire, l'OpenVLD perd des points.

Dans un scrutin présidentiel comme en France, Alexander De Croo battrait sans aucun



Vincent Laborderie

Politologue à l'UCLouvain

doute Tom Van Grieken au second tour d'une élection présidentielle. Mais dans notre système proportionnel à un tour, l'essentiel est de rassembler ses propres électeurs. Or tant par rapport à ceux-ci qu'aux valeurs libérales, le Premier ministre a joué, depuis son entrée en fonction, à contre-emploi.

Le confinement est en effet certainement la politique la plus antilibérale qui soit, avec une mise entre parenthèses des libertés fondamentales, la ruine pour certains commerçants et une bonne partie de l'Horeca, tout en creusant le déficit public d'une manière inégalée. Si c'est pour en arriver là, à quoi bon voter libéral?

Outre le Vlaams Belang, le gagnant, relatif, de cette sortie de crise est la N-VA. Les nationalistes ont su se positionner comme le parti de gouvernement favorable à davantage d'assouplissement, que ce soit sur le couvre-feu, l'ouverture des terrasses, et plus encore les écoles. Ce n'était pas une opposition au principe du confinement, mais une application plus mesurée, pour ne pas dire proportionnée.

Le plan présenté par Jan Jambon lors du Codeco du 11 mai a d'ailleurs pu apparaître comme un des éléments permettant de mettre en minorité Franck Vandenbroucke. Alors qu'Alexander De Croo est, selon la métaphore cycliste, longtemps resté dans la roue de son ministre de la santé, la N-VA apparaît désormais pour certains comme le parti des libertés en Flandre. Pourquoi voter pour un Premier ministre qui ne fait que suivre la tendance?

Le CD&V ou ce qu'il en reste...

Mais le grand perdant de ces enquêtes est certainement le CD&V. Plutôt que de tenter de déterminer les causes, forcément multiples, de ce déclin, soulignons les conséquences sur le système politique flamand et belge. Celles-ci sont fondamentales, car, si cela fait déjà dix ans que le CD&V n'est plus le premier parti de Flandre, il avait su rester un élément central dudit système.

Il profitait tant de l'émiettement des forces politiques que de son positionnement pivot

– que ce soit sur les questions socio-économiques ou institutionnelles – pour être le partenaire incontournable de toute coalition. Avec un score qui flirte avec les 10%, ce n'est plus le cas. On mesure encore mal les conséquences possibles de la mise à l'écart d'un parti largement stabilisateur.

De manière plus générale, les partis flamands qui ne sont ni nationalistes ni antisystèmes sont aujourd'hui marginaux. Le premier d'entre eux émerge à 12%, soit moins d'un électeur flamand sur huit. Bien sûr tout peut changer d'ici aux prochaines élections. Mais dans une majorité aussi hétéroclite que la Vivaldi, il sera difficile de donner une impulsion forte. Les récents débats autour des signes convictionnels ou des visites domiciliaires sont là pour le montrer.

Absence de débat

Mais il y a une autre évolution, plus fondamentale, qui ne pousse guère à l'optimisme, que ce soit sur l'évolution des rapports de forces politiques que concernant la vigueur et la qualité de la démocratie en Belgique. Il s'agit de l'absence de débat véritablement contradictoire à propos de la gestion de la crise, et de l'impossibilité de dialogue entre différents points de vue.

Ainsi, depuis la mise en place du gouvernement De Croo, les décisions sont tombées d'en haut, à l'issue de discussions dont la teneur est inconnue des citoyens. On invoquait les chiffres, les circonstances difficiles, la «réalité» pour imposer des mesures d'une violence inouïe pour une partie de la population.

Les experts étaient là pour soutenir la politique menée. Ceux qui ne suivaient pas la ligne étaient taxés de rassuristes ou de complotistes. En l'absence de débat, une partie de la population s'est détournée des médias classiques pour s'informer (ou se désinformer) ailleurs. La société belge s'est peu ou prou fracturée en «bulles», certaines incapables de discuter avec les autres.

Le résultat le plus flagrant de cette situation fut le surgissement improbable de supporters d'un militaire d'extrême droit en cavale, dont la seule qualité était de se dresser contre l'establishment. Pour inverser la tendance qui s'annonce, il faudra donc à la fois restaurer un débat et y intéresser ceux qui s'en sont détournés. Sinon les populistes l'emportent, à grand coup de slogans faciles et de publicités Facebook.

(1) De Stemming (Kantar/VRT/Standaard) et le Grand Baromètre (IPSOS/Le Soir/RTL) publiés respectivement les 22 mai et 4 juin.

De manière générale, les partis flamands qui ne sont ni nationalistes ni antisystèmes sont aujourd'hui marginaux.